Loi accordant une indemnité annuelle de 2 607 822 francs à la Fondation des Ateliers Feux-Verts pour les années 2026 à 2028 (13034)

du 29 août 2025

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Contrat de prestations

¹ Le contrat de prestations conclu entre l'Etat et la Fondation des Ateliers Feux-Verts est ratifié.

² Il est annexé à la présente loi.

Art. 2 Indemnité

¹ L'Etat verse à la Fondation des Ateliers Feux-Verts un montant annuel de 2 374 794 francs, sous la forme d'une indemnité monétaire d'exploitation au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005.

² Dans la mesure où l'indemnité n'est accordée qu'à titre conditionnel au sens de l'article 25 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, son montant fait l'objet d'une clause unilatérale du contrat de prestations. Cette clause peut être modifiée par décision du Conseil d'Etat dans les cas visés par l'article 9, alinéa 2.

³ Il est accordé, au titre des mécanismes salariaux annuels, un complément d'indemnité calculé sur la masse salariale de l'entité au prorata de la participation de l'Etat (subvention d'exploitation) à la couverture des charges, sous réserve de l'approbation du Grand Conseil. Ce ratio est déterminé sur la base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changement important, sur la base du dernier budget élaboré.

⁴ L'indexation décidée par le Conseil d'Etat donne également lieu à une augmentation de l'indemnité. Ce complément est calculé sur la masse salariale de l'entité au prorata de la participation de l'Etat (subvention d'exploitation) à la couverture des charges. Ce ratio est déterminé sur la base

des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changement important, sur la base du dernier budget élaboré.

⁵ Il est accordé, au titre de compléments CPEG décidés par le Conseil d'Etat, un complément d'indemnité calculé sur la masse salariale de l'entité et au prorata de la participation de l'Etat (subvention d'exploitation) à la couverture des charges, sous réserve de l'approbation du Grand Conseil. Ce ratio est déterminé sur la base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changement important, sur la base du dernier budget élaboré. Les autres dispositions relatives notamment aux mesures d'assainissement de la caisse de pension demeurent réservées.

Art. 3 Indemnité non monétaire

¹ L'Etat met à disposition de la Fondation des Ateliers Feux-Verts, sans contrepartie financière, l'usage partiel de l'immeuble sis chemin de la Verseuse 17, 1219 Aire (cadastre n° 46-81352), selon les plans annexés au contrat de prestations. Il prend également à sa charge la part des frais d'exploitation des locaux sis chemin de l'Emeraude 23, qui héberge la menuiserie, au prorata des surfaces occupées par la fondation.

² Cette indemnité non monétaire est valorisée, charges d'exploitation et d'entretien du bâtiment comprises, à 233 028 francs par année et figure en annexe aux états financiers de l'Etat et de la Fondation des Ateliers Feux-Verts. Ce montant peut être réévalué chaque année.

³ En lieu et place des immeubles mentionnés à l'alinéa 1, l'Etat peut mettre à disposition de la Fondation des Ateliers Feux-Verts un autre bâtiment permettant à cette dernière d'exercer ses activités. Dans un tel cas, le Conseil d'Etat peut adapter la présente indemnité non monétaire. En cas d'impossibilité de mettre un bâtiment analogue à disposition de la Fondation des Ateliers Feux-Verts, une indemnité monétaire équivalente lui est versée.

Art. 4 Programme

Cette indemnité est inscrite au budget annuel de l'Etat voté par le Grand Conseil sous le programme H02 « Privation de liberté et mesures d'encadrement ».

Art. 5 Durée

Le versement de cette indemnité prend fin à l'échéance de l'exercice comptable 2029. L'article 9 est réservé.

Art. 6 But

¹ Cette indemnité doit permettre à la Fondation des Ateliers Feux-Verts de participer à la réinsertion socio-professionnelle de personnes qui exécutent une sanction pénale ou qui sont suivies dans la phase postpénale ou en mesure de substitution à la détention avant jugement (ci-après : personnes suivies). Moyennant cette indemnité, la Fondation des Ateliers Feux-Verts fournit les prestations décrites dans le contrat de droit public annexé. Elle offre des ateliers favorisant l'accès à la formation et la réinsertion sociale par l'économie et assure l'accompagnement socio-professionnel des personnes suivies.

² Pendant une période transitoire, cette indemnité doit permettre à la Fondation des Ateliers Feux-Verts de rémunérer l'Etat pour le détachement de membres du personnel de l'office cantonal de la détention (OCD) à l'encadrement des personnes suivies par la Fondation des Ateliers Feux-Verts. Peuvent être détachés par l'Etat uniquement les membres du personnel qui ont contribué à la mission de la Fondation des Ateliers Feux-Verts avant l'entrée en vigueur de la présente loi et qui ne souhaitent pas conclure un contrat de travail de droit privé avec la Fondation des Ateliers Feux-Verts. Pour l'accomplissement des tâches de la Fondation des Ateliers Feux-Verts, les membres du personnel détachés sont soumis à l'autorité hiérarchique de la Fondation des Ateliers Feux-Verts, sans préjudice de l'autorité du Conseil d'Etat en vertu de la loi générale relative au personnel de l'administration cantonale, du pouvoir judiciaire et des établissements publics médicaux, du 4 décembre 1997.

³ Cette indemnité doit en outre permettre à la Fondation des Ateliers Feux-Verts d'engager ses propres employés sous contrat de droit privé. Les membres du personnel détachés par l'Etat lors de l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent à tout moment solliciter leur engagement direct par la Fondation des Ateliers Feux-Verts.

⁴ La période transitoire visée à l'alinéa 2 prendra fin lorsque les rapports de service de tous les membres du personnel détachés auront été terminés ou fait l'objet d'un changement d'affectation au sein de l'Etat.

Art. 7 Prestations

L'énumération, la description et les conditions de modifications éventuelles des prestations figurent dans le contrat de droit public.

Art. 8 Contrôle interne

Le bénéficiaire de l'indemnité doit respecter les principes relatifs au contrôle interne prévus par la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013.

Art. 9 Relation avec le vote du budget

¹ L'indemnité n'est accordée qu'à la condition et dans la mesure de l'autorisation de dépense octroyée par le Grand Conseil au Conseil d'Etat dans le cadre du vote du budget annuel.

² Si l'autorisation de dépense n'est pas octroyée ou qu'elle ne l'est que partiellement, le Conseil d'Etat doit adapter en conséquence le montant de l'indemnité accordée, conformément à l'article 2, alinéa 2.

Art. 10 Contrôle périodique

Un contrôle périodique de l'accomplissement des tâches par le bénéficiaire de l'indemnité est effectué, conformément à l'article 22 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, par le département compétent.

Art. 11 Affiliation à la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève

¹ L'affiliation de la Fondation des Ateliers Feux-Verts à la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève est approuvée, au sens de l'article 8 de la loi instituant la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève, du 14 septembre 2012.

² Les personnes suivies sont exclues de l'assurance par la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève, au sens de l'article 11, alinéa 2, de la loi instituant la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève, du 14 septembre 2012.

Art. 12 Lois applicables

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013, ainsi qu'aux dispositions de la loi sur la surveillance de l'Etat, du 13 mars 2014.